



Dialogue social : un mauvais départ !

La profession espérait du changement avec l'avènement d'un nouveau gouvernement. Elle attendait que soient apportées des réponses rapides à la nécessité de prendre en compte les besoins des jeunes, d'affirmer la spécificité de notre métier en reprenant de manière significative les recrutements et en confortant le réseau des CIO au sein du Service Public d'Orientation de l'Education nationale.

Au lieu de cela, alors même que les concertations sur la refondation de l'Ecole sont en cours, nous venons d'apprendre que le Premier Ministre vient de signer avec l'ARF une série de 15 engagements, dont le pilotage de l'évolution de la carte des formations et du Service Public d'Orientation.

Comment le Premier Ministre peut-il anticiper sur les discussions avec les organisations syndicales et sur l'issue des débats du Parlement ?

Le Service Public d'Orientation de l'Education nationale est déjà territorialisé, autour des CIO qui sont les premiers services de proximité.

Le Changement ne peut consister à remplacer le Préfet par le Président de Région à la tête du SPOTLV. C'est tout l'ensemble qu'il faut revoir ! Pas plus aujourd'hui qu'hier il n'est acceptable d'imposer aux conseillers d'orientation-psychologues et aux Directeurs de CIO, un autre référentiel métier et d'autres conditions d'exercice.

Il faut que les personnels soient enfin entendus. L'intersyndicale SNES(FSU), CGT educ'action et Sud éducation appelle les collègues à se réunir en Assemblée Générale dans chaque académie avant les vacances d'automne, afin de débattre des enjeux et des conséquences de cette régionalisation annoncée des CIO. Ces réunions seront l'occasion de faire le point sur la rentrée, de témoigner des conditions réelles de travail en direction des élus et de la presse.